



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> M7594-205915/D	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 014
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> M7594-205915	<b>Date</b> 2021-06-21
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-155-39352	
<b>File No. - N° de dossier</b> 164xl.M7594-205915	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2021-07-13</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kumar, Rajesh	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 164xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 914-7906 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

La présente modification 014 de l'invitation à soumissionner vise à :

## 1. Afficher les questions et réponses

L'invitation à soumissionner est modifié comme suit :

### 1. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
131	La GRC réussira-t-elle à obtenir l'autorisation de sécurité pour nos ressources à temps pour le début de la phase 1 de l'EDT – Solution prototype? Veuillez expliquer le processus d'autorisation de sécurité et le calendrier.	L'annexe B de la Norme sur le filtrage de sécurité du gouvernement du Canada ( <a href="https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=28115">https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=28115</a> ) énonce les modèles et les critères de filtrage de sécurité en vigueur. La GRC appliquera les mesures qui permettront de délivrer les autorisations de sécurité selon les échéances prévues.
139	CFC 2 21 Gérer la conservation des données On peut lire : « Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution qu'il propose prend en charge la gestion de tous les aspects des dossiers de conservation des données tout au long de leur cycle de vie. » Les CFC 3 13 et CFC 3 14 présentent des exigences supplémentaires sur la conservation des données. Pour la capacité 2.1.4.1, par exemple, on note que les demandes de préservation des données provenant d'un partenaire international seront soumises à l'équipe du GNCC responsable du réseau, laquelle est disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.	Les demandes de préservation de données traitées par le Groupe de préservation des données (GPD) du Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNC3) proviennent d'organismes étrangers d'application de la loi, lesquels demandent que des données soient préservées par l'organisation ou la personne qui, au Canada, possède ou gère lesdites données. Ces demandes sont reçues par courriel. Le GPD du GNC3 traite les demandes de préservation des données au nom de l'organisme étranger d'application de la loi en créant et en envoyant une demande ou un ordre de préservation de données à la personne ou à l'organisation (au Canada) qui possède ou gère les données pertinentes. Au Canada, les organismes d'applications de la loi soumettront des demandes et des ordres de préservation des données aux personnes et aux organisations qui gèrent

Question #	Question	Réponse
	<p>Le Canada peut-il préciser si cet ensemble d'exigences est destiné à soutenir uniquement les demandes de préservation des données entrantes, c'est-à-dire les demandes de préservation des données soumises par un utilisateur du P3 qui demande à la GRC d'émettre une demande ou une ordonnance de préservation à une organisation, une personne ou une entreprise?</p> <p>Est-il nécessaire d'envoyer les demandes de préservation des données sortantes aux utilisateurs du P3 ou de gérer ces demandes?</p> <p>Y a-t-il des demandes de préservation des données qui arrivent à la GRC par cette même voie, mais qui visent à demander que la GRC préserve des données qu'elle détient déjà?</p>	<p>lesdites données. Voir le CFC 2.13 et le tableau C.3 : 3.7 – Enregistrer les paramètres de préservation des données.</p> <p>Est-il obligatoire d'envoyer et de gérer les demandes sortantes de préservation des données destinées aux utilisateurs du P3? Réponse : Pour ce qui a trait aux demandes de préservation des données, le GPD du GNC3 correspond directement avec la personne ou l'organisation qui possède ou gère les données en question. Le GPD du GNC3 pourrait avoir recours au P3 comme intermédiaire pour assigner aux divisions de la GRC la tâche de remettre les ordres de préservation des données.</p> <p>Y a-t-il des demandes de préservation des données qui parviennent à la GRC par la même voie et qui demandent de préserver des données que la GRC possède déjà?</p> <p>Réponse : Cette question ne se pose pas dans la mesure où la GRC ne « possède » pas les données visées par les demandes ou les ordres de préservation des données. Or, si la question concerne la prolongation d'une demande de préservation des données ou le renouvellement d'un ordre de préservation des données, la réponse est la suivante : oui, la GRC peut traiter des demandes de prolongation ou de renouvellement de la préservation des données issues des demandeurs initiaux, au même titre que les demandes originales.</p>
154	<p>Veillez nous confirmer que la GRC détient déjà toutes les licences Microsoft 365 E5 dont elle a besoin et que le soumissionnaire n'aura pas à inclure de coûts pour cette suite logicielle dans sa proposition.</p>	<p>À l'heure actuelle, la GRC a fourni des licences E5 de Microsoft 365 à tous les employés de la GRC.</p> <p>Si la solution du soumissionnaire nécessite des licences E5 additionnelles pour les utilisateurs externes, en l'occurrence des licences perpétuelles, le soumissionnaire doit ajouter les coûts correspondants à la proposition.</p>
156	<p>L'annexe C de la demande de propositions, Liste de vérification des exigences en matière de sécurité –</p>	<p>À l'annexe C de la demande de propositions (sous PROTOTYPE – PARTIE B), la section des commentaires</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>Phase 1 – Prototype, contient des formulations qui pourraient contredire la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) du Guide de sécurité. Dans le formulaire de la LVERS pour « Phase 1 – Prototype », on indique que l'accès à des renseignements protégés ou classifiés n'est pas autorisé. De plus, dans le formulaire, on ne précise pas et ne coche pas de niveau de contrôle de la sécurité. La LVERS du Guide de sécurité contient l'énoncé suivant : « Tous les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants sont tenus d'obtenir et de conserver la cote de sécurité de la GRC correspondant au caractère délicat des travaux exécutés pendant toute la durée du contrat (conformément aux dispositions de la LVERS). » Comme la LVERS n'exige pas que le personnel ait une cote de sécurité pour la phase 1, veuillez confirmer que les employés sans cote de sécurité pourront effectuer le travail d'élaboration du prototype pendant la phase 1.</p>	<p>spéciaux du point 10. a) indique que « SUR SITE – Accès aux installations II avec escorte » et « HORS SITE – Accès aux installations II sans escorte » constituent les habilitations requises pour tout le personnel appelé à exécuter des travaux dans le cadre de la phase 1 – PROTOTYPE.</p>

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.